

Des patrons de start-ups et de fonds d'investissement multiplient les initiatives pour tenter de faire travailler Israéliens et Palestiniens ensemble. Mais les résistances persistent

Un mois après la fin du conflit à Gaza, la high-tech au service de la paix en Israël

Proche-Orient

Un mois après le cessez-le-feu de l'opération « Bordure protectrice », le 26 août, la relance de l'économie est à nouveau une priorité en Israël. Tel-Aviv a accueilli, jusqu'au 20 septembre, l'édition du Digital Life & Design Conference, réunissant des centaines de start-ups, de fonds d'investissement, de business angels, venus dénicher les pépites technologiques israéliennes. Des deux côtés, les milieux économiques plaident pour un règlement du conflit.

Anthony Holzinger (à Tel-Aviv)

UN MOIS À PEINE après la guerre entre Tsahal et le Hamas, les roquettes planant sur Tel-Aviv semblent lointaines et le retour au business une priorité absolue. La capitale économique d'Israël a accueilli ce mois-ci le DLD festival, la grand-messe annuelle de l'innovation et des hautes technologies. Quelque 1300 participants étrangers et des milliers d'Israéliens étaient réunis sous les palmiers, avec toute l'effervescence du monde de la start-up. En même temps en Cisjordanie a eu lieu un concours de start-up palestiniennes supervisé par le fonds américain USAID et le millionnaire palestinien Abdul Malik al-Jaber, actionnaire unique d'Arabreneur, un fonds d'investissement. Une dizaine d'Israéliens se sont déplacés à Ramallah dont Yuval Yaacobi, manager général du centre R & D de Microsoft Israël : « Je pense qu'il existe un avenir pour la high-tech palestinienne. C'est la raison pour laquelle je suis ici » a-t-il dit.

Avec vingt ingénieurs palestiniens, Microsoft Israël sous-traite depuis quelques mois une partie de ses activités en Cisjordanie. Emboîtant ainsi le pas de Cisco ou de Google, pour ne citer que les grandes compagnies américaines. Ingénieurs israéliens et palestiniens y travaillent ensemble sous la bannière étoilée. En revanche, les collaborations directes sont plus rares. Sadara Ventures, un fonds d'investissement high-tech géré à la fois par l'Israélien Yadin Kaufmann et le Palestinien Saed Nashef, a valeur d'exception. Saed Nashef confiait encore il y a quelques mois qu'il n'avait plus ses entrées à l'Université Birzeit de Ramallah à cause de ses

activités avec Kaufmann. Pour Abdul Malik al-Jaber, les Israéliens sont responsables. Fondateur de Mena apps, un incubateur spécialisé dans les applications mobiles, il se dit prêt à travailler avec les Israéliens mais seulement « en véritable partenaire ». Il a déjà tenté des collaborations qui ont toutes échoué. « Ils veulent se servir de moi, justifie-t-il, pour pénétrer le marché arabe mais ne me traitent pas d'égal à égal. Ils ne peuvent pas nous voir autrement qu'en sous-traitants. »

Reste que, côté palestinien, travailler avec Israël, c'est normaliser les relations avec l'ennemi et apparaître comme un traître. D'autant que rien ne s'est arrangé après « Bordure protectrice », la troisième opération de Tsahal à Gaza depuis le retrait de 2005. L'annexion par Israël, fin août, de 400 hectares de terre en Cisjordanie ne facilite pas non plus le dégel. « Malheureusement, les choses ne vont pas en s'améliorant, déplore Yuval Yaacobi. Il nous faut rétablir le contact, montrer les bénéfices qu'on peut tirer des uns et des autres. »

Echanger, proposer, convaincre, c'est le défi de Breaking The Impasse (BTI), une initiative, associée au Forum économique mondial, composée de deux cents entrepreneurs palestiniens et israéliens. Ils souhaitent promouvoir

Côté palestinien, travailler avec Israël, c'est normaliser les relations avec l'ennemi et apparaître comme un traître

auprès de leurs décideurs politiques un règlement du conflit et la solution de deux Etats vivant côte à côte. N'entrant pas dans les détails

d'une quelconque négociation, ils veulent montrer que les milieux économiques sont prêts et veulent la paix. Les deux ambassadeurs de ce mouvement sont le magnat des Telecoms palestiniens Mounib al-Masri, qui joue un rôle clé dans l'économie palestinienne à hauteur de 25 à 30% du PNB, ainsi que Yossi Vardi, un des pères fondateurs du succès des entreprises high-tech

israéliennes. Figurent aussi Yuval Yaacobi, Meir Brandt, le manager général de Google Israël, ou encore Schlomi Fogel, PDG des chantiers navals Israël Shipyards. Des hommes de poids qui semblent prêcher dans un désert tant les perspectives d'un règlement du conflit s'éloignent. « Oui la situation est plus urgente que jamais. Le temps joue contre nous et peut définitivement éloigner les perspectives de paix, s'alarme Yossi Vardi. Nous nous devons de continuer à persuader que la solution de deux Etats est la seule valable. »

Sauf qu'il est de plus en plus difficile pour les Palestiniens d'afficher leur soutien au BTI, signe d'un malaise illustré par des appels au boycott au sein des territoires occupés. Pendant la guerre, des produits israéliens ont été retirés des rayons des supermarchés ou étiquetés « 16% » pour rappeler la contribution sur les prix de vente « directement versée à l'armée israélienne ».

Si la trêve entre le Hamas et Israël a freiné l'intensité du mouvement, le boycott a gagné les esprits. « Ce n'est plus une question économique, c'est une question morale, Israël se sert de l'économie pour toujours plus nous dominer, il faut que cela cesse » martèle Nasser Abdul Karim, économiste à l'Université Birzeit de Ramallah. Son homologue de l'Université de Tel-Aviv, Ramzi Halabi, prévient que si Israël est certes exposé à des pertes, notamment dans ses exportations alimentaires, ce sont les Palestiniens qui « encourrent un danger bien plus grand » car « l'Autorité palestinienne s'est largement endettée auprès des banques mais aussi auprès de la compagnie israélienne d'électricité et du secteur privé ».

Cependant, même si l'heure n'est pas au partenariat, les difficultés de l'économie palestinienne menacent aussi la quiétude d'Israël. Le BTI a annoncé qu'il se rendrait à Davos en février au prochain forum économique. Objectif : relancer encore et toujours le processus de paix.

6 %

du PIB de l'économie palestinienne générés par les hautes technologies, contre 19 il y a dix ans.

0,5 %

de croissance attendue pour 2014 en Cisjordanie, contre 8% entre 2007 et 2011.

6

milliards d'euros seraient nécessaires pour la reconstruction de Gaza.

Source : ministère palestinien de l'économie